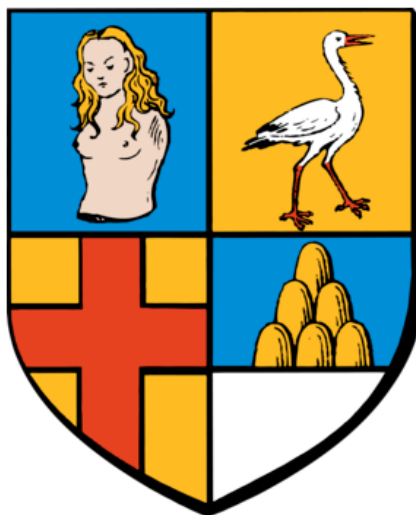


# REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)



## Zone de loisirs sportive 67 120 Duttlenheim

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

**Commune de Duttlenheim**

**MAITRISE D'ŒUVRE / OPC**

**Lollier Ingénierie**

**DATE ET HEURE DE RECEPTION DES OFFRES**

**06 Juin 2025 à 12 heures 00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1R : OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
3-1 : ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	4
3-2 : DECOMPOSITION EN LOTS .....	4
3-3 : COMPLEMENTS A APPORTER AU CCTP .....	4
3-4 : VARIANTES.....	4
3-5 : NOTIFICATION D'ERREURS EVENTUELLES DANS LES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES.....	4
3-6: VISITE DE SITE OBLIGATOIRE .....	4
3-7 : FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ .....	5
3-9 : DELAI D'EXECUTION .....	6
3-10 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	6
3-11 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	6
3-12 : COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE .....	6
3-13 : PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS : .....	6
3-14 : GARANTIES PARTICULIERES POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU : .....	6
3-15 : ENGAGEMENT DE PERFORMANCE (LE CAS ECHEANT) : .....	6
<b>3-16 : MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ : .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES.....</b>	<b>10</b>
6-1 :TRANSMISSION SUR PAPIER.....	10
6-2 : TRANSMISSION ELECTRONIQUE .....	10
<b>ARTICLE 7 : NEGOCIATION .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1r : OBJET DE LA CONSULTATION

La commune de Duttlenheim souhaite aménager une zone de loisirs sportive.

L'ensemble des travaux programmés consiste à mettre en place différents équipements :

- Un pumptrack
- Un terrain de volley/badminton
- Une aire de fitness
- Une table de Teqball
- Deux terrains de ping-pong
- Deux terrains de basket
- Un terrain de tennis
- Deux terrains de padel
- Une toilette publique

Il est également prévu la rénovation d'un terrain de pétanque et d'un terrain de football

La présente consultation a pour objet de concrétiser le projet de façon à pourvoir aux ouvrages nécessaires pour réaliser la construction.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), les plans et le DPGF.

Date limite de remise des offres : **Vendredi 06 juin 2025 à 12h00**

## ARTICLE 2 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

Pièces contractuelles :

- le présent règlement de la consultation(R.C.),
- l'acte d'engagement (A.E.) pour chacun des lots,
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- le cahier des clauses techniques particulières et son annexe (C.C.T.P.) pour chacun des lots,
- le DPGF pour chacun des lots,
- les différents plans (PDF),

Pièces non contractuelles :

- Etude de sol – G2 AVP
- Un plan topographique du terrain actuel
- un planning prévisionnel
- les DT
- Un plan de détection des réseaux

Le soumissionnaire prend soin de vérifier que le dossier de consultation est complet

## ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3-1 : Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon la procédure des MAPA (marché à procédure adaptée).  
Le marché est passé au DPGF.

### 3-2 : Décomposition en lots

Les travaux définis ci-dessus font l'objet de 6 lots, à savoir :

N° DES LOTS	DESIGNATION DES LOTS
01	<i>Terrassement, VRD et pumptrack</i>
02	<i>Padels, terrain de tennis, agrès sportifs, mobiliers, et espaces verts</i>

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé et leur répartition par phase est indiquée au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP). Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### 3-3 : Compléments à apporter au CCTP

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au descriptif. Ils devront remettre une offre rigoureusement conforme au projet établi par le maître d'œuvre.

### 3-4 : Variantes

Les variantes sont autorisées.

Dans le cas de proposition de variantes, le candidat devra remettre une offre strictement conforme à la base et en complément un mémoire présentant ces différentes propositions de variante en précisant pour chaque prestation faisant l'objet d'une variante : la prestation d'origine prévue, la prestation par laquelle elle est remplacée en y incluant les fiches techniques des matériaux et le coût associé à cette variante.

### 3-5 : Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres

Lorsqu'un candidat constatera une erreur dans les pièces du dossier de consultation des entreprises et estimera qu'elle mérite d'être rectifiée, même si elle ne concerne que des ouvrages ou parties d'ouvrage, il présentera son offre en remettant deux détails estimatifs :

- le montant du premier sera le résultat de l'application des prix unitaires qu'il proposera, aux quantités des natures d'ouvrages qui figurent dans le DPGF ;
- le montant du deuxième sera celui des modifications que le candidat estimera devoir apporter
  - o ► en modifiant les quantités des natures d'ouvrages qui y sont indiquées,
  - o ► et/ou en y ajoutant éventuellement des natures d'ouvrages et en indiquant les prix et quantités correspondantes.

Il appartient à chaque candidat de présenter, dans la deuxième partie du détail estimatif de son offre, des modifications telles que les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-dessus puissent être réglées aux moyens des prix forfaitaires résultant de ces modifications. Il alertera également la MOA des éventuelles erreurs ou incohérences constatée dans les pièces de la consultation

### 3-6: Visite de site

Les visites de sites ne sont pas obligatoires mais vivement conseillée. Aucune réclamation ne sera acceptée concernant une méconnaissance du site, de son environnement proche ou de ces conditions d'accès au cours de l'exécution des prestations

### 3-7 : Forme juridique de l'attributaire du marché

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

En cas de groupement, le mandataire indiquera les cas où il a assumé cette responsabilité pour des travaux équivalents.

Lorsqu'un groupement CONJOINT remet une offre, le soumissionnaire annexera à l'acte d'engagement (lors de la remise de l'offre) la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter, ainsi que leur montant respectif.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la personne responsable du marché est le groupement SOLIDAIRE. Si le groupement attributaire du marché est de forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la personne responsable du marché tel qu'indiqué ci-dessus.

Pour le Lot N°1, il faudra que l'entreprise ou le groupement ait de bonnes références en réalisation de pumptrack (à minima deux références similaires pour des travaux de minimum 200k€HT). Il est demandé que le façonnage des bosses soit réalisé par des constructeurs de ce type d'équipement. Il est également demandé que les constructeurs assistent à la mise en œuvre des enrobés.

Sous-traitance : Toute sous-traitance devra faire l'objet d'un agrément préalable du maître d'ouvrage. La désignation des sous-traitants pourra intervenir soit lors de la remise des offres, soit au plus tard dans un délai d'un mois avant le démarrage de leur intervention.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres sur un même lot en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 3-9 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être changé. Il appartiendra à chaque entrepreneur d'indiquer dans son mémoire justificatif le délai réel d'exécution en jours de travail, sur lequel il s'engage à réaliser les tâches qui lui sont imparties dans le cadre du DQE. Le délai pourra être ajusté lors de la mise au point du calendrier contractuel. Ce calendrier contractuel d'exécution des travaux sera arrêté au cours de la période de préparation du chantier dans les conditions fixées au CCAP.

### 3-10 : Modification de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3-11 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### 3-12 : Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Le titulaire sera tenu de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

### 3-13 : Propriété intellectuelle des projets :

Les variantes et les propositions techniques présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle pour ce qui concerne leurs procédés.

### 3-14 : Garanties particulières pour matériaux de type nouveau :

En cas d'usage ou de mise en œuvre de matériaux, de fournitures ou procédés de type nouveau, il sera demandé des garanties dont la durée et la nature ne sauraient être inférieures à celles qui découlent de la réglementation et des documents techniques généraux.

### 3-15 : Engagement de performance (le cas échéant) :

Il doit être répondu aux performances demandées par les spécifications du descriptif. A cet effet, il est précisé qu'il sera demandé aux entreprises susceptibles d'être retenues définitivement, durant la phase d'analyse des offres, toutes notes de calculs, carnets de détails, etc..., permettant de justifier le respect des performances.

### 3-16 : Mode de règlement du marché :

Dès lors que le candidat aura été retenu, le marché lui sera notifié et réglé dans les conditions précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) tel qu'il figure au dossier de consultation.

#### ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats auront à produire un dossier complet contenant deux sous dossiers comprenant les pièces suivantes. Les pièces à fournir seront datées et signées par eux.

CANDIDATURE
-------------

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat.
- Extrait K-Bis, certificat d'inscription au registre professionnel délivré par l'autorité compétente dans les conditions prévues par la législation de l'état membre où le candidat est établi.
- Le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour le candidat qui n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et qui n'est pas en mesure de produire un extrait K-Bis ou une carte d'identification justifiant d'une inscription au RM.
- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés dans l'annexe 1 du présent Règlement de Consultation.
- Attestation d'assurance Décennale en cours de validité.
- Attestation d'assurance Responsabilité Civile en cours de validité.
- Certificats de qualification professionnelle.
- L'attestation de visite pour les lots 01/02/03
  
- La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tous moyens, notamment des certificats d'identité professionnelle ou de références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation. Il est demandé à minima deux références de travaux similaire de 300k€HT. Les certificats devront être signés par la MOA ou la MOE de l'opération référence.

En cas de non-transmission par les candidats concernés des pièces demandées, le maître d'ouvrage pourra évincer l'offre.

Le contrat ne pourra être attribué définitivement au candidat retenu que sous réserve que celui-ci fournisse dans un délai de dix jours suivants la notification du contrat, les certificats et attestations conformes, délivrés par les administrations et organismes compétents. Il en sera de même pour les attestations d'assurance valables à la date réglementaire d'ouverture de chantier (Décennale et RC).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitant(s), le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigées ci-dessus. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

OFFRE
-------

- Acte d'engagement.
- CCAP.
- CCTP.
- DPGF
- Le planning de réalisation des travaux proposé par le candidat.
- Un mémoire justificatif (n'exédant pas 20 pages, **le respect du nombre de page fera partie des critères de notation**) des dispositions spécifiques techniques et environnementales que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur. En particulier, il pourra y être joint :

- des indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les références des fournisseurs correspondants ainsi que les marques des produits proposés (les fiches techniques des produits à annexer au mémoire ne sont pas à décompter des 10 pages demandées ; elles servent à valoriser l'offre et n'auront pas de valeur contractuelle). L'ensemble des produits devra être conforme aux pièces marchés et sera validé lors de la phase de préparation des travaux.
- des indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens qui seront utilisés.
- une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- la liste des sous-traitants que l'entrepreneur envisage de proposer à l'agrément du maître d'ouvrage.
- un programme d'exécution des ouvrages indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier ou des délais de fabrication et de mise à disposition.
- Les dispositions prises pour garantir la propreté du chantier et de ses abords, et des matériaux extraits du chantier, l'organisation du suivi et la restitution du suivi de la gestion des déchets, les mesures prises pour la protection de l'environnement (eau, air, biodiversité, riverains...)
- les justifications de tous les moyens proposés au regard des performances indiquées au descriptif comprenant les notes de calculs, carnets de détails, avis techniques, etc... destinés à compléter le descriptif.

Hormis le cas de groupement d'entreprises répondant à l'ensemble des lots, il y aura autant d'enveloppes que de réponses à des lots différents.

L'offre devra impérativement être rédigée en langue française.

Le montant de l'offre à faire figurer à l'Acte d'Engagement devra être en Euros et correspondra à la somme algébrique des montants prévus sur la DPGF.

En cas de remise d'une offre variante, l'ensemble des documents doit être transmis dans deux dossiers séparés, un dossier « offre de base » et un dossier « offre variante ».



## ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les suivantes :

- les capacités techniques au travers des moyens matériels et humains, des références et des certificats de capacité
- les capacités financières au travers du chiffre d'affaires de l'entreprise
- les capacités professionnelles au travers des qualifications professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante:

### **Ensemble des lots :**

#### **- Critère financier pour 60% : jugé sur le montant global de l'offre**

(Coût de l'offre la plus basse / l'offre considérée) x 60

#### **- Critère technique et environnemental pour 40 % : jugé à partir du mémoire technique qui sera noté sur 40.**

- Moyens humains et matériels mis en œuvre affectés au chantier (sur 5 points)
- Méthodologie d'exécution et dispositions pour garantir la qualité du résultat (sur 10 points)
- Méthodologie d'exécution et dispositions pour la réalisation de la butte de départ en terre armée (sur 10 points)
- Dispositions prises par l'entreprise pour garantir la sécurité du chantier, de ses abords et la diminution des nuisances. (sur 5 points)
- Procédures de traitement des déchets, mesures pour le respect de l'environnement (sur 5 points)
- Conformité des fiches techniques des fournitures envisagées par l'entreprise (sur 5 points)

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix prévaudront sur toutes les autres indications et dont les montants pourront être rectifiés en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition, ou de report qui seraient constatées dans le détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Lors de l'examen des offres, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de se faire communiquer sous 48h toutes les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

L'analyse initiale des offres sera établie sur le prix hors variante. À la suite des négociations une analyse définitive intégrant les éventuelles variantes techniques des entreprises invitées à négocier sera établie.

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.**

## ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

### 6-1 :Transmission sur papier

Aucune transmission papier ne sera acceptée

### 6-2 : Transmission électronique

Les candidats devront transmettre, par voie électronique via la plateforme de téléchargement du DCE.

**Les offres devront être transmises avant la date et l'heure indiqué sur la page de garde du présent document.**

## ARTICLE 7 : NEGOCIATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier le marché avec un ou plusieurs candidats.

## ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire, les candidats devront déposer une demande sur la plateforme associée au téléchargement du dossier de consultation :

Le suivi du dossier est réalisé par :

*Renseignements administratifs :*

***Commune de Duttlenheim***  
**Mme Jocelyne GROISE**

Tél. 03.88.48.23.80  
[Jocelyne.groise@duttlenheim.fr](mailto:Jocelyne.groise@duttlenheim.fr)

*Renseignements techniques :*

***Lollier Ingénierie***  
**M Geoffrey BRASSIER**

Tél. 03.88.81.02.68  
[geoffrey.brassier@lollier.com](mailto:geoffrey.brassier@lollier.com)

## ANNEXE N° 1 AU REGLEMENT DE CONSULTATION

### SITUATION DU CANDIDAT

(à joindre au dossier de candidature)

Je soussigné : .....

Agissant en qualité de : .....

Au nom et pour le compte de : .....  
(Joindre pouvoir)

#### 1/ DECLARE :

- Ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 du Code de commerce ou pour les personnes physiques, ne pas être en état de faillite personnelle au sens de l'article L. 625-2 du même code.
- ☐ Être en situation de redressement judiciaire (fournir copie du jugement)
- ☐ Ne pas être en situation de redressement judiciaire  
(Rayer la mention inutile)

#### 2 / CERTIFIE SUR L'HONNEUR

- Satisfaire à l'ensemble des obligations en matière de déclaration et de paiement des impôts et des cotisations sociales ;
- Ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du Code pénal, ainsi que par le deuxième alinéa de l'article L. 152-6 du Code du travail et par l'article 1741 du Code général des impôts ;
- Ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 324-9, L. 324-10, L. 341-6, L. 125-1 et L. 125-3 du Code du travail.

Fait à ....., le .....

Signature